

DISCOURS DE BORIS VALLAUD

EN RÉPONSE AU DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE

ASSEMBLÉE NATIONALE - 14 JANVIER 2025

Madame la présidente,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mes chers collègues,

Je m'exprime aujourd'hui devant vous avec la solennité qu'exige la gravité du moment et avec la seule préoccupation d'être utile aux Françaises et aux Français.

En vous nommant, monsieur le Premier ministre, et en refusant ainsi obstinément à la gauche, qui le revendiquait légitimement, l'exercice du pouvoir, le président de la République a pris le risque d'aggraver la crise politique et institutionnelle qu'il a lui-même ouverte avec la dissolution. Le mal n'est pas que le pouvoir lui échappe, le mal c'est qu'il refuse de l'accepter.

Ce gouvernement, monsieur le Premier ministre, n'est assurément pas le nôtre. Votre politique n'est assurément pas la nôtre, votre budget n'est pas celui que nous aurions défendu à gauche et les socialistes ne tairons jamais leurs désaccords. Quelque chose d'ailleurs nous opposera toujours dans notre vision du monde, dans notre conception de l'Homme, de la Justice, de la Liberté, de la Question sociale mais aussi du Mérite, de l'Autorité ou de l'Ordre.

Pour nous, les choses sont claires. Cette clarté, nous la devons à nos électrices et nos électeurs car nous n'avons pas été élus sur les mêmes projets, ni sur les mêmes convictions : nous demeurons dans l'opposition, nous ne sommes à la recherche ni d'une coalition nouvelle, ni de nouvelles alliances, nous ne voulons aucun portefeuille ministériel et nous refusons les combines et les combinaisons. Nous ne vous rejoignons pas.

Nous avons notre destin qui est de toujours marcher vers l'avènement de la raison et de la justice, et nombreux sont aujourd'hui les Françaises et les Français, plus nombreux encore demain, qui en espèrent l'accomplissement.

Je le dis avec gravité : l'époque gronde. Un monde menacé par l'égoïsme des nations, la remise en cause du Droit international et in fine par la guerre ; un climat dérégulé dont on peine à mesurer toutes les conséquences mais qui montre déjà sa grande violence ; une humanité percluse d'inégalités et rongée par la désespérance et partout des ennemis de la démocratie prêts à toutes les promesses pour mettre en œuvre tous les mensonges...

Nous vivons dans un monde au bord du basculement, dans ce « clair-obscur d'où surgissent les monstres », et l'extrême-droite menace ici désormais partout d'abattre tout ce que l'homme, tout ce que la République, tout ce que la France a fait de grand dans son histoire, et le plus souvent sans elle et même contre elle.

Monsieur le Premier ministre, au moment de renverser le gouvernement de Michel Barnier, nous nous sommes adressés à nos collègues du socle commun, comme je m'adresse à vous désormais, dans une question aussi simple que déterminante : que préférez-vous ? La laisse et le bâton des maîtres chanteurs du Rassemblement national ou la responsabilité républicaine, au prix de négociations exigeantes avec la gauche ?

Notre conviction est inébranlable : on ne s'allie pas avec l'extrême-droite, on ne saurait accepter qu'elle inspire la loi ou pire encore dicte sa loi. Tout plutôt que la corruption de nos principes communs.

Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues du socle commun, n' imaginez pas qu'il nous soit facile ou naturel de négocier avec celles et ceux que nous combattons depuis sept ans et demi dans ses orientations et que nous combattons encore dans les années à venir.

Je sais aussi la méfiance qu'inspire d'instinct le compromis, mais instruit de l'histoire, je sais aussi qu'elle n'est pas une idée faible et qu'elle n'est pas la part maudite de la politique, dès lors que chacun reste à sa place : nous dans l'opposition, vous dans le soutien au gouvernement.

A celles et ceux qui s'interrogent ou même dénoncent, parfois avec beaucoup de véhémence, le principe même de la négociation, j'adresse ces mots du grand Jaurès au secours du gouvernement Waldeck-Rousseau : « *il nous plaît (que notre parti) ne soit pas composé de ces éternels impuissants qui critiquent, chicanent, disputent et jamais n'agissent et combattent toujours trop tard.* ».

Les choses pour nous sont claires. Personne dans cette Assemblée n'a à lui-même de majorité absolue. Mais voilà, face à ce monde qui grince, face à la menace de l'extrême droite, face aux urgences économiques, sociales, environnementales et démocratiques, il est de notre devoir d'être utiles partout et tout le temps aux Françaises et aux Français. Être utile à cette majorité introuvable ici mais qui existe bien dans notre pays : la majorité des vies difficiles. La majorité de celles et ceux qui se désespèrent de leurs conditions travail, de leur salaire, de leurs factures, de leur santé, de leur sécurité, de leur retraite, de leurs enfants, de leurs libertés individuelles comme de l'avenir de la planète.

Monsieur le Premier ministre, tout ce que vous ne consentirez pas, aujourd'hui et demain, à la gauche pour bâtir la stabilité dans la justice qu'elle appelle de ses vœux, dans des négociations que nous avons acceptées, vous finirez par le consentir à l'extrême-droite sur d'autres terrains qui remettront en cause les valeurs qui sont le nôtres.

Je voudrais dire ici à la représentation nationale, et à travers elle aux Français, quel a été notre esprit dans ces discussions, avec un seul objectif : servir le pays, être utile à la vie quotidienne des Françaises et des Français.

Nous avons été guidés par des principes simples : épargner celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre des efforts demandés, les retraités, les classes moyennes, les malades, les fonctionnaires. Et demander à celles et ceux qui le peuvent, les hauts patrimoines, les très grandes entreprises et multinationales, les efforts de solidarité que la situation exige. Voilà pourquoi, dès le budget de Michel Barnier, nous avons réclamé des mesures de justice comme la ré-indexation des pensions : c'est acquis et c'est grâce à la gauche.

Nous avons refusé l'augmentation du prix de l'électricité, du ticket modérateur, du déremboursement des médicaments et l'instauration des jours de carence. Voilà pourquoi nous avons demandé des mesures de justice fiscale au nom de la solidarité nationale et parce qu'il faut bien compenser les cadeaux fiscaux qui ne l'ont pas été depuis 2017 : à chacun selon ses moyens pour répondre à chacun selon ses besoins.

Nous avons avec la même force défendu nos services publics : l'hôpital, pour lequel nous demandons plus de moyens, l'éducation nationale, pour laquelle nous récusons les suppressions de postes.

Nous avons également besoin d'un budget qui ne soit pas un budget récessif, venant au secours notamment du logement qui s'effondre au moment où le nombre de ceux qui veulent se loger et ne le peuvent pas ne cesse d'augmenter.

Voilà aussi pourquoi nous avons demandé la suspension et la remise en chantier, la renégociation, de la réforme des retraites parce qu'il y a là la possibilité, non seulement la réparation d'une injustice sociale faite aux classes populaires, faite aux carrières longues, faite aux carrières hachées, faite aux carrières pénibles, faite en réalité à beaucoup de femmes de ce pays... il y a aussi la possibilité d'une réparation démocratique, d'une loi adoptée dans la brutalité politique et institutionnelle, sans débat, sans dialogue social, contre l'avis des Français.

Vous avez annoncé que tout était négociable, même l'âge de 64 ans, c'est notre demande, et la perspective d'une loi avant l'été. Nous la prenons, nous faisons confiance au dialogue social et personne ne se déshonore d'un retour devant les partenaires sociaux.

Mais je veux dire aussi que notre objectif reste l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans et que nous ne pouvons pas nous satisfaire que s'il n'y a pas d'accord, nous revenions à la loi antérieure. Il y aura des négociations, il y aura des propositions, il n'y aura peut-être pas de consensus, mais nous demandons que cela revienne devant l'Assemblée nationale, devant la représentation nationale, pour faire avancer une cause juste et dont nous sortirions tous grandis.

Justice, solidarité, soutien à l'activité économique, relance du débat démocratique dans un parfait esprit de responsabilité. Il n'y a rien dans nos demandes, de déraisonnable ou d'excessif et pourtant, monsieur le Premier ministre, vous n'en avez pas dit un mot. Alors je voudrais vous interroger.

Je voudrais vous interroger et j'ai besoin de la clarté de vos réponses.

Plusieurs de vos ministres, dans les discussions que nous avons eu, avec les écologistes et les communistes, ont fait des pas en avant dans le sens de l'intérêt des Français.

Je veux savoir :

- Où en est-on de ce projet de contribution différentielle sur les hauts patrimoines ? Une contribution qui serait pérenne et qui mettrait à contribution celles et ceux qui le peuvent et qui sont aujourd'hui les passagers clandestins de la solidarité nationale.
- Où en est-on de l'augmentation du taux de la taxe sur les transactions financières et plus généralement de l'ensemble des recettes fiscales par rapport à 2024 ?

Je veux également que nous sachions où nous en sommes de l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie, en particulier de l'hôpital public, et je veux très concrètement savoir ce que cela signifie en matière de maintien ou de création de postes et de maintien ou d'ouverture de lits.

Je veux savoir où nous en sommes des deux jours de carence supplémentaires pour les agents publics, dont vous nous avez dit qu'ils pouvaient être supprimés.

Je veux savoir où nous en sommes de l'annulation de la suppression des 4 000 postes dans l'Éducation nationale.

Je veux savoir où nous en sommes de l'augmentation que vous nous avez annoncée très conséquente et importante du budget des Outre-mer, dont nous savons l'état dans lequel sont ces territoires qui souffrent de la vie chère.

Je veux que nous sachions également où nous en sommes des moyens consacrés à la transition écologique, avec notamment le fonds vert.

Je veux savoir ce qu'il en est du taux d'augmentation des droits de mutation à titre onéreux, du bonus automobile, du prêt à taux zéro, de cette prime pour les maires bâtisseurs, de la non-hausse de la fiscalité sur l'électricité, de l'évolution de la fiscalité sur les rachats d'actions.

Monsieur le Premier ministre, à vous écouter, je dois vous dire que le compte n'y est pas. Où sont ces engagements ? Où sont vos compromis ? Où sont les avancées que les Françaises et les Français attendent... et qu'ils pourront dire de nous : nous avons été utiles à quelque chose et avons servi l'intérêt général du pays.

Aujourd'hui, l'avenir de ce pays, l'avenir politique et institutionnel, est entre vos mains, mesdames et messieurs du « bloc central ».

Monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les membres du Gouvernement, nous avons pris nos responsabilités, à vous de prendre les vôtres.
